

Les acteurs des renouvelables craignent un coup de frein

ÉNERGIES

Alors que le RN, ouvertement hostile aux énergies vertes, est donné favori aux législatives, le syndicat des énergies renouvelables monte au front pour rappeler l'intérêt de ces énergies.

Sharon Wajsbrodt

Stop ou encore ? Alors que les élections législatives anticipées convoquées dans l'urgence par Emmanuel Macron offrent la perspective d'un renforcement inédit du Rassemblement national dans l'hémicycle, les développeurs éolien et solaire montent au créneau pour se défendre.

« A lui seul, le secteur des énergies renouvelables représente 150.000 emplois et un chiffre d'affaires de 39 milliards d'euros. Il constitue une industrie d'abord, par exemple dans le domaine de l'éolien offshore, puisqu'un tiers des usines européennes sont installées en France, ou dans l'énergie solaire, avec deux projets de gigafactories de production de panneaux photovoltaïques » prévus en France, explique le syndicat professionnel des énergies renouvelables, le SER, dans un communiqué aux airs de manifeste.

Le risque d'un moratoire

Comme le document publié mardi par le Medef, ce communiqué ne mentionne pas directement le Rassemblement national, mais c'est bien à ses élus qu'il s'adresse. « Ce qui inquiète les Français, c'est le pouvoir d'achat et le déficit de production industrielle en France. Or, sur ces deux sujets, les énergies renouvelables apportent des réponses, ce n'est pas juste une lubie d'écolo ! » s'empare encore Jules Nyssen, le président du syndicat.

Ouvertement hostile aux énergies éoliennes et solaires, le mouve-



La stratégie nationale bas carbone et la programmation pluriannuelle de l'énergie devaient être mises en consultation jeudi. Photo Shutterstock

ment de Marine Le Pen a jusqu'ici appelé à un « moratoire » sur le développement de champs éoliens et solaires, mais aussi évoqué le « démantèlement progressif des sites, en commençant par ceux arrivant en fin de vie ».

Ces mesures sont-elles toujours d'actualité pour ces législatives ? Faute de réponse claire du parti qui n'a pas encore publié son programme, « c'est l'inquiétude qui domine dans toute la profession », affirme Julien Hostache, cofondateur de la plateforme de financement de projets renouvelables Enerfip.

Il faut dire que les relais du secteur dans le camp du RN sont

encore minces. « Nous sommes tous pris de court. Nous faisons du lobbying sur les sujets du moment avec les responsables politiques, mais nous connaissons très peu les élus du Rassemblement national », concède un autre acteur du secteur.

Une feuille de route énergie sans cesse repoussée

« Quoi qu'il arrive, on aura une période de latence, le temps de la nomination du prochain gouvernement », déplore Daniel Bour, le président du syndicat du solaire Enerplan. Officiellement, l'administration est toujours au travail, mais la période de réserve impose de lever le crayon sur des sujets très

attendus comme les arrêtés qui doivent encadrer l'agrivoltaïsme.

La mise en consultation de la prochaine « programmation pluriannuelle de l'énergie » attendue jeudi a aussi été repoussée. Sans cesse remaniée, faute de majorité du gouvernement à l'Assemblée, cette feuille de route énergétique de la France devait faire l'objet d'une loi et paver le chemin à la relance du nucléaire, comme à l'accélération dans les énergies vertes. Mais alors que de nouvelles élections ont été convoquées, elle n'a toujours pas été gravée dans le marbre. « Le prochain gouvernement aura les mains libres pour définir la politique énergétique », résume Jules Nyssen. ■